

Ste Geneviève Avant Tout

Madame, Monsieur,

Tous les ans à Sainte-Geneviève, nous rendons hommage à la mémoire d'Ilan Halimi, victime de la barbarie et de l'antisémitisme, découvert le long de la voie ferrée en 2006.

Parce qu'il était juif, Ilan a été kidnappé, séquestré, torturé pendant trois semaines par une horde de barbare, puis abandonné et laissé pour mort. Il succomba à ses blessures lors de son transfert à l'hôpital. Ce crime odieux a été commis ni plus, ni moins, par des obscurantistes, au nom d'une idéologie que l'on croyait disparue de notre pays : la Haine des juifs.

A travers cet assassinat, les pages les plus sombres de

notre histoire nous rappelaient plus que jamais leur actualité.

74% : c'est le chiffre alarmant de l'année 2018 qui illustre la proportion inquiétante de progression des actes antisémites dans notre pays. Face à ce contexte, l'action publique locale doit jouer un rôle prépondérant pour lutter contre ce fléau qui mine notre jeunesse, notre société toute entière.

Nous devons rester vigilants, éduquer les plus jeunes, accompagner les parents, multiplier nos interventions contre le communautarisme et pour la fraternité dans tous les compartiments de notre société. La meilleure manière de combattre cette haine, c'est de lui opposer

l'éducation, la culture, la citoyenneté, le vivre ensemble...

Mais ce travail passe aussi par le devoir de mémoire. Ce devoir de mémoire qui nous appelle à lutter contre toutes les formes de discriminations : l'antisémitisme, le racisme, la xénophobie, l'homophobie et tant d'autres fléaux... En tout état de cause, c'est bien en multipliant les actions citoyennes au quotidien, c'est bien en mobilisant toutes les énergies collectives et individuelles, que nous parviendrons à éradiquer les discriminations, quelles qu'elles soient.

Pour Sainte Geneviève Avant Tout
Jacqueline DIARD, 1^{ère} adjointe au Maire.

Sainte-Geneviève pour TOUS, pluraliste et constructif

Chères Génovéfaines, chers Génovéfains,

C'est dans les vieux pots qu'on fait les meilleures confitures. Pourquoi ce proverbe pour commencer une tribune sur la politique locale ? Parce que pour moi, les "vieux pots" ce sont nos institutions et la République. Colère et destruction sont toujours plus faciles à montrer dans les médias ; c'est spectaculaire et immédiat. C'est oublier que projets d'avenir, investissements, financement des infrastructures, service aux personnes âgées, etc, sont des réalités concrètes qui se construisent en dehors de la lumière des plateaux télé ou de la colère de la rue.

Aussi, il est important de vous informer sur ce qui marche et qui parfois ne coûte rien :

- la régie publique de l'eau, ça coûte moins cher pour la collectivité et pour les habitants ;
- le conseil municipal des enfants, ça ne coûte rien, c'est un investissement dans la citoyenneté et ça complète utilement le conseil des sages ;
- l'achat groupé de bois et de fioul, la complémentaire santé négociée à l'échelle de la ville, renseignez-vous auprès de la mairie pour en bénéficier ;

- la création d'une police municipale, le renforcement de la vidéo protection, ça coûte forcément mais c'est devenu indispensable dans une grande ville comme la notre ;
- la réhabilitation de l'ancienne piscine, c'est inventer une nouvelle manière de rendre aux habitants l'usage d'une infrastructure municipale ;
- la construction d'une nouvelle médiathèque, financée par l'agglomération de Cœur d'Essonne, c'est investir dans la culture et l'éducation ;
- la rénovation du bâtiment de la salle André Malraux ;
- le projet de réhabilitation du pôle gare en partenariat avec la région Ile-de-France, c'est créer des parkings gratuits pour encourager les usagers à laisser leur voiture et prendre le train.

Je pourrais citer bien d'autres exemples concrets car pour financer une rénovation d'école (Ferdinand Buisson ou Pergaud par exemple) il faut du temps pour "monter" les projets. Ce n'est jamais le fruit de la colère, mais celui de la réflexion et de la construction.

Alors oui, il y a des problèmes bien sûr ! Et en général le citoyen ne se prive pas de le rappeler aux élus locaux. Et c'est bien normal, nous sommes là

pour ça d'ailleurs ! Problèmes de transports, pour trouver une formation, un stage, un emploi. Problèmes de logement, de voisinage, de pouvoir d'achat, de santé, etc... En général, on ne nous demande pas de débattre, on nous demande de régler des problèmes. Et c'est au "petit élu", le maire, qu'il revient souvent de traiter les gros problèmes ou de les faire remonter au Préfet, au Sénateur et au Député pour alerter le Gouvernement. Il faudra toujours un élu de terrain pour venir rencontrer les riverains d'une rue à sécuriser, les commerçants d'un centre ville menacé par le e-commerce et les grandes surfaces.

Alors oui, il y a "un vieux pot" qui s'appelle la République et dans lequel on peut faire de bonnes confitures. On peut améliorer les recettes (moins de sucre, plus de bio) et en discuter, mais ce n'est certainement pas en le cassant qu'on va progresser.

Jean POUCH, avec Sophie GODAR, Marie-Noëlle ROLLY et Yassin LAMAOU (www.sgpourtous.fr)

Sainte Geneviève Bleu Marine

« Ce sont des Français avant d'être des djihadistes ». Ces quelques mots du ministre de l'Intérieur, Christophe Castaner, résumant parfaitement l'incapacité du gouvernement à lutter efficacement contre le terrorisme islamiste.

Cette légèreté est d'autant plus grave qu'elle menace directement la vie des Français. Sur le point d'accueillir les 130 djihadistes dits « français », le ministre de l'Intérieur comment non seulement l'impardonnable en considérant comme « français » des hommes entrés en guerre contre notre pays - ses valeurs, son identité - et une faute grave en laissant venir sur notre sol de véritables bombes humaines à retardement.

Capable d'une violence inouïe à l'égard des gilets jaunes, Castaner reste aveugle face à la menace que représentent les barbares islamistes.

Le bilan de l'année 2018 peut paraître sombre : la France a

accordé 255 500 titres de séjour ET reçu 122 743 demandes d'asile sans compter les dizaines de « mineurs » isolés. Notre pays a de nouveau été frappé par des attentats islamistes, et une nouvelle fois, le gouvernement a trahi notre peuple en signant le pacte de Marrakech sur les migrations.

Mais l'année 2018, ce sont aussi des motifs d'espérance.

D'abord, l'extraordinaire mobilisation des gilets jaunes, démontrant que le peuple français refuse de sortir de l'Histoire, ou encore le succès du loto du patrimoine, preuve de l'attachement des Français à leur identité.

Ensuite, le sondage Ifop du 4 décembre pour le JDD qui révèle que les Français ouvrent toujours plus les yeux sur l'immigration. Ils étaient 64% à considérer que l'immigration est mauvaise pour l'équilibre des comptes publics. A 64%, qu'elle est mauvaise pour la cohésion de la société. Et que 66% d'entre eux lient expressément

immigration et insécurité, etc.

Au passage, notons que la question de l'immigration - qui devait être la cinquième question du grand débat - visiblement dérange et a été supprimée.

Enfin, l'avènement de Matteo Salvini en Italie incarne le triomphe de nos idées.

Deux chiffres suffisent à illustrer le début de son action : la baisse des arrivées de migrants de 96% et... un taux de popularité de 72%.

Le message est clair : le peuple veut la fin de l'immigration massive et plébiscitera le dirigeant qui en aura le courage politique.

Gaël Fouilleul - Suzanne Petit - José Pinto Cordeiro

Place au peuple de Sainte Geneviève

Un centre de consultations et de soins d'urgences qui cache le désert médical

Lors de ses vœux, Monsieur le Maire s'est voulu rassurant quant à l'offre de soins de proximité qui sera bientôt proposée aux Génovéfains grâce à l'ouverture d'un centre de consultations et de soins d'urgence, plus communément appelé CCSU, sur le site de Perray-Vaucluse.

Un CCSU tout seul n'a pas grande utilité car une telle structure doit être adossée à un plateau technique conséquent. Pour preuve, les CCSU installés dans les hôpitaux de Juvisy et de Longjumeau fonctionnent bien parce que les médecins peuvent orienter les patients vers des médecins urgentistes, un bloc opératoire, un centre d'imagerie et d'analyses, des anesthésistes... opérationnels 24h sur

24h, or, les CCSU ne sont ouverts que de 8h à 22h. Dans ce contexte, plusieurs questions nous inquiètent : à quel type d'établissement hospitalier le CCSU de Perray-Vaucluse sera-t-il adossé ? Et si, comme l'a expliqué Monsieur le Maire, plus aucun hôpital public ne devrait être ouvert, faut-il en conclure que seul un établissement privé pourra assurer cette fonction d'accueil des patients aiguillés par le CCSU ? Ce centre deviendra-t-il alors le rabatteur vers le privé ? Comment les médecins libéraux, déjà surchargés dans leurs propres cabinets, pourront-ils libérer des heures pour assurer ces consultations ?

Si tel est le projet, les Génovéfains se verront contraints de recourir à des services de santé privés, de payer des dépassements d'honoraires de plus de 50% et d'avoir à faire l'avance des frais de santé. Les personnes défavorisées se

verront redirigées vers Saclay, dernier hôpital public de notre territoire, risquant, à cause du trafic, complications et bien pire, engagement de leur pronostic vital. Même si notre député, M. Raphan a affirmé lors d'une réunion publique que les transports d'urgence se feraient par hélicoptère !

Est-il encore temps de sauver les hôpitaux publics en voie d'être fermés, surtout lorsque l'on sait que le coût de la rénovation (330 000 €/lit) reste inférieure à celui de la construction de l'hôpital de Saclay (575 000 €/lit) qui ne représentera plus que 416 lits contre les 985 lits jusque-là disponibles sur notre territoire.

Groupe Place au Peuple de Sainte Geneviève des Bois
papsdbcm91@gmail.com